

Résumé : Examen à mi-parcours, 2023



Count Me In! (CMI!)

TABLE OF CONTENT

<i>Introduction</i>	1
<i>Méthodologie</i>	1
<i>Théorie du changement de CMI!</i>	2
La stratégie en matière d'argent.....	2
La stratégie en matière de mouvements.....	2
La stratégie en matière d'apporter du changement.....	3
<i>Principales conclusions</i>	4
Pertinence.....	4
Efficacité.....	7
Durabilité.....	12
<i>Recommandations</i>	12

Introduction

Count Me In! (CMI!) est un partenariat stratégique avec le ministère néerlandais des affaires étrangères (MAE) dans le cadre du programme Power of Voices (PoV). CMI! vise à contribuer à un monde juste et égalitaire en termes de genre, où toutes les femmes, les filles et les personnes non binaires, non conformes au genre, trans et intersexuées jouissent pleinement de leurs droits et vivent à leur plein potentiel.

CMI! aide les mouvements locaux à être résilients afin qu'ils puissent tirer parti de leur pouvoir collectif et engendrer des changements durables et systémiques à tous les niveaux, du local au mondial, et du mondial au local. Les stratégies complémentaires de CMI! sont mises en œuvre dans 26 pays du Sud. CMI! se compose de six membres et de deux alliés stratégiques qui comprennent des organisations de financement (Mama Cash, Red Umbrella Fund, Urgent Action Fund for Feminist Activism et Urgent Action Fund-Africa) et des organisations féministes internationales de défense des droits des femmes (AWID, CREA, JASS et WO=MEN).

De mars à octobre 2023, CMI! a entrepris un examen à mi-parcours (EAM). Le Collectif féministe, une équipe indépendante d'évaluateurs féministes basée dans les pays du Sud, a mené l'examen à mi-parcours afin d'évaluer la contribution du programme CMI! à la réalisation de ses objectifs, et d'analyser et d'articuler l'efficacité, la pertinence et la durabilité du programme. L'examen à mi-parcours a également exploré les moyens par lesquels CMI! peut adapter et améliorer ses stratégies, et comprend des recommandations pour renforcer le programme d'apprentissage de CMI! ainsi que des idées sur la manière dont CMI! peut tirer le meilleur parti de son partenariat stratégique avec le MAE.

Méthodologie

Le Collectif féministe a utilisé une approche d'évaluation fermement ancrée dans les principes féministes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL), alignés sur les critères d'évaluation utilisés par le ministère néerlandais des Affaires étrangères. Le Collectif féministe a appliqué une méthode mixte combinant l'analyse des contributions et les récits de changement les plus significatifs (MSC) en tant que cadres d'orientation. L'analyse des données quantitatives a été utilisée pour calculer les contributions démographiques, les contributions en pourcentage aux résultats et les contributions par le biais des partenaires.

Outre l'analyse documentaire, les méthodes de collecte de données employées étaient les suivantes :

ENQUÊTES	DIALOGUES RÉGIONAUX	ENTRETIENS AVEC LES PRINCIPAUX INFORMATEURS
<p>Au moins 138 partenaires ont été contactés. 54 réponses ont été reçues au total, réparties comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• Afrique (16)• Asie du Sud-Ouest et Afrique du Nord (SWANA) (14)• Asie (14)• Amérique latine (10)	<p>Des dialogues régionaux ont été organisés pour un total de 52 participants comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• Afrique (Kenya, Ouganda, Zimbabwe, Malawi et Nigeria), 27 participants• Asie, 16 participants (Inde, Népal, Bangladesh et Indonésie)• Amérique latine, 9 participants (Honduras, Guatemala)	<p>Total de 36 entretiens : 12 x Partenaires (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Cameroun, Bénin, Tunisie, Liban, Jordanie, Egypte)</p> <p>20 entretiens supplémentaires : Membres, groupes de travail et groupe pilote de CMI! ; partenaires externes ; représentants du MAE</p>

Certains partenaires ont été exclus de la participation aux enquêtes, aux entretiens et aux dialogues régionaux afin de garantir leur sécurité et leur anonymat. Le Collectif féministe a travaillé en étroite collaboration avec les membres du CMI! afin de trouver le moyen le plus sûr de contacter le plus grand nombre possible de partenaires du CMI! et d'atténuer les risques potentiels pour leur sécurité, y compris, par exemple, en adoptant des protocoles de sécurité numérique et de partage de fichiers en toute sécurité.

L'analyse des données primaires et secondaires a permis d'identifier les thèmes de CMI! qui ont été mis en correspondance avec une matrice de résultats, de conclusions et de recommandations. L'analyse des données s'est appuyée sur la triangulation pour vérifier la validité et la cohérence des résultats entre les différents types de répondants et les différentes sources. Un atelier de réflexion a été organisé, après une première série d'analyses de données, afin de s'assurer que les membres de CMI! pouvaient participer à la détermination de la validité des résultats initiaux et à la discussion sur les principaux apprentissages. L'atelier a contribué à créer un lien solide entre le processus d'évaluation et l'apprentissage au sein de CMI! et a permis d'approfondir la compréhension des données collectées, ainsi que de contribuer à l'affinement de la théorie du changement (TdC).

Théorie du changement de CMI!

L'objectif stratégique quinquennal de CMI! est de veiller à ce que les acteurs politiques, les acteurs sociétaux et les donateurs aux niveaux local, national, régional et mondial prennent des mesures pour reconnaître, protéger et réaliser les droits humains de toutes les femmes, filles et personnes non binaires, non conformes au genre, trans et intersexuées, grâce à des mouvements féministes forts et autonomes qui les obligent à rendre des comptes. Les principaux groupes d'intérêt de CMI! sont les suivants 1) les organisations de défense des droits des femmes (WRO) dirigées par des femmes et des filles structurellement exclues et 2) les femmes défenseuses des droits humains (FDDH).

Le développement de mouvements forts et autonomes est au cœur du travail de CMI! pour permettre un changement durable. Trois stratégies principales - Argent, Mouvements et Apporter du changement - renforcent mutuellement les capacités des membres et des partenaires de CMI! à s'engager dans des actions de lobbying et de plaidoyer qui aboutissent à un changement des normes juridiques et sociales en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes.

La stratégie en matière d'argent

La stratégie de CMI! en matière d'argent implique des subventions flexibles et réactives ciblées pour les WRO et les FDDH, ainsi que des subventions participatives qui transfèrent la prise de décision sur la manière de soutenir leurs communautés aux femmes et aux filles structurellement exclues. L'octroi de subventions comprend des subventions principales à long terme ainsi que des fonds de réponse rapide, qui servent à répondre à des moments inattendus de mobilisation ou à des opportunités de plaidoyer. Ces fonds ont été spécifiquement destinés aux WRO et FDDH qui s'occupent de la violence basée sur le genre (VBG) et de la justice économique pour les femmes, ainsi que de la sécurité holistique et des besoins de soins collectifs des FDDH et WRO.

La stratégie en matière de mouvements

La stratégie de CMI! en matière de mouvements implique un travail de construction de mouvements visant à créer des mouvements féministes forts et autonomes. Cela comprend, par exemple :

- ★ Le renforcement de la sécurité, du bien-être et de la résilience des WRO et des FDDH, y compris l'attention portée à la sécurité numérique et physique, à la santé holistique et au bien-être, et aux outils de sécurité.
- ★ Le renforcement des capacités, axé à la fois sur les partenaires et les membres de CMI!, qui sont entrepris par le biais de processus de consultation participatifs pour déterminer les besoins et les priorités des partenaires, y compris, par exemple, le renforcement institutionnel, les activités programmatiques, et le mentorat et l'accompagnement.
- ★ Le renforcement des réponses stratégiques aux forces d'opposition et de lutte contre les droits qui cherchent à saper l'égalité des sexes et les droits des femmes au niveau mondial et à délégitimer le travail mené par les groupes partenaires du CMI!, y compris, par exemple, les communications stratégiques, le développement des connaissances et la sensibilisation, la création d'alliances entre les mouvements, le suivi, la recherche et la cartographie des mouvements antisexistes et antidroits.
- ★ Le renforcement de la solidarité entre les mouvements afin de mettre en relation des partenaires de différents pays et régions par le biais de divers échanges, dialogues et forums, tant en ligne qu'en personne.

La stratégie en matière d'apporter du changement

La stratégie en matière d'apporter du changement de CMI! implique de faire progresser le lobbying et le plaidoyer (L&A) en faveur de l'investissement durable (auprès des donateurs), le L&A en faveur de la réforme des lois et des politiques (auprès des acteurs politiques) et le L&A en faveur du changement des normes sociales (auprès des acteurs sociétaux). Cette stratégie comprend, par exemple :

- ★ Le financement d'initiatives de L&A entreprises par les partenaires de CMI! au niveau national.
- ★ La présentation de preuves sur la manière dont le financement d'organisations de femmes et de filles structurellement exclues conduit à un changement structurel et durable dans les réseaux de donateurs et de parties prenantes.
- ★ Le lobbying et le plaidoyer directement auprès des donateurs.
- ★ Le renforcement des capacités et le soutien stratégique aux partenaires de CMI! afin qu'ils s'engagent efficacement dans les processus et les mécanismes de l'ONU.
- ★ Attirer l'attention sur la sécurité et la protection des FDDH.
- ★ Le développement de ressources et de connaissances au-delà du niveau national (régional et mondial) pour le L&A ciblé sur les donateurs, les acteurs politiques et les acteurs sociétaux afin de lutter contre la discrimination, la violence fondée sur le genre, l'injustice économique et la criminalisation.

Les pays couverts par les travaux de CMI! :

AFRIQUE		ASIE	Amérique latine	Asie du Sud-Ouest et Afrique du Nord	
Burkina Faso	Nigeria	Bangladesh	Guatemala	Afghanistan	Territoires palestiniens
Éthiopie	Rwanda	Népal	Honduras	Égypte	Tunisie
Kenya	Sénégal	Inde		Irak	Yémen
Malawi	Sud Soudan	Indonésie		Jordanie	
Mali	Ouganda			Liban	
Mozambique	Zimbabwe				

Principales conclusions

Pertinence

Cette section explore la pertinence de CMI! à travers une réflexion sur la TdC de CMI! et, en lien avec cela, la clarté avec laquelle les interventions, les objectifs et la mise en œuvre de CMI! sont alignés sur les besoins des partenaires et des parties prenantes, ainsi que sur les priorités qui sous-tendent les interventions programmatiques. La pertinence comprend quatre dimensions principales : la réponse aux besoins, les politiques et les priorités ; la sensibilité et la réactivité au contexte ; la qualité de la conception ; et la réactivité dans le temps. Principales conclusions:

1. La TdC et les interventions de CMI! sont très réactifs au contexte, qui se caractérise actuellement par la montée de l'autoritarisme et des mouvements anti-droits, ainsi que par la crise en tant qu'état constant d'organisation. La capacité d'adaptation du consortium est fondée sur une analyse politique féministe et soutenue par des engagements avec des partenaires et d'autres acteurs stratégiques.

L'escalade des agendas, discours et sentiments anti-droits parmi les acteurs politiques, aux niveaux local, national et mondial, est présente dans les contextes de travail des partenaires de CMI! Ces tendances anti-droits façonnent les positions des gouvernements à l'égard des femmes et des filles structurellement exclues, ce qui accroît les risques pour les FDDH et les WRO. Les trois stratégies de CMI! - l'argent, les mouvements et apporter du changement - se sont avérées essentielles pour soutenir les mouvements féministes afin qu'ils tiennent bon et qu'ils remettent en question la gouvernance autoritaire et la violation des droits. Les conditions d'incertitude significative requièrent une approche adaptative, d'apprentissage au fur et à mesure, en termes de programmation. Les WRO et les FDDH ont indiqué que le fait de s'unir pour "tenir la ligne" face à de multiples crises qui se croisent a forcé la solidarité entre les mouvements, une plus grande intégration des soins dans leur travail et des innovations dans l'élaboration et le développement des stratégies. En même temps, les femmes et les filles structurellement exclues continuent de subir le poids de ces crises croisées dans leur réalité vécue. Cette situation fait contraste avec les WRO plus importantes et mieux établies, qui sont mieux connectées à des fonds plus importants et, par conséquent, moins fragiles au milieu des défis continus.

Les défis persistants présentés par le contexte ont conduit CMI! à maintenir son attention sur le soutien au développement de la solidarité, à l'échange de connaissances entre les régions, à la sensibilisation et au renforcement des capacités. Ces mécanismes restent extrêmement valables pour répondre aux réalités des groupes structurellement exclus. À mi-parcours du programme, CMI! a indiqué qu'il avait permis la création et le renforcement de 1533 alliances entre mouvements dans le monde. Ces efforts ont prouvé l'importance de la création d'alliances entre mouvements pour revendiquer ou défendre l'espace civique dans des contextes d'opposition croissante aux droits. Cela confirme la pertinence du mandat de CMI! compte tenu des changements intervenus dans le contexte sociopolitique.

Pour des raisons de sécurité, l'évaluation ne s'est pas engagée directement avec les FDDH en danger qui avaient été soutenues par les subventions de réponse rapide. Cependant, l'augmentation de l'allocation des subventions de sécurité et de protection indique l'insécurité accrue à laquelle les FDDH sont confrontées.

2. La TdC de CMI! est fondée sur une analyse politique féministe et répond aux visions, aux stratégies, au leadership et à l'organisation des FDDH et des WRO structurellement exclues dans leurs contextes respectifs. Le travail de CMI! dans le cadre des stratégies Argent, Mouvements et Apporter du changement est en corrélation avec les besoins et les priorités des agendas menés par les femmes et les filles structurellement exclues, et les soutient.

L'examen à mi-parcours a confirmé que la **stratégie en matière d'argent** de CMI! (de CMI! 1.0 à 2.0) est essentielle au renforcement des mouvements féministes. En transférant directement de l'argent aux femmes

et aux filles structurellement exclues, CMI! a été en mesure de répondre aux besoins les plus critiques exprimés par ses principaux partenaires. Le soutien financier a été fourni par le biais de diverses modalités de financement telles que le financement de réponse rapide (crise, sécurité, opportunités émergentes), le financement de base, flexible et à long terme (pour aider les mouvements à renforcer et consolider leur infrastructure et leurs gains au fil du temps) et l'octroi participatif de subventions (qui garantit que les femmes et les filles exclues structurellement prennent des décisions sur le financement de leurs mouvements). Le financement des membres de CMI! a permis aux partenaires d'atteindre leurs objectifs en matière de renforcement organisationnel au niveau local, national et régional, de faire entendre la voix des femmes, de contribuer à la défense des droits humains et de faire progresser les stratégies de plaidoyer.

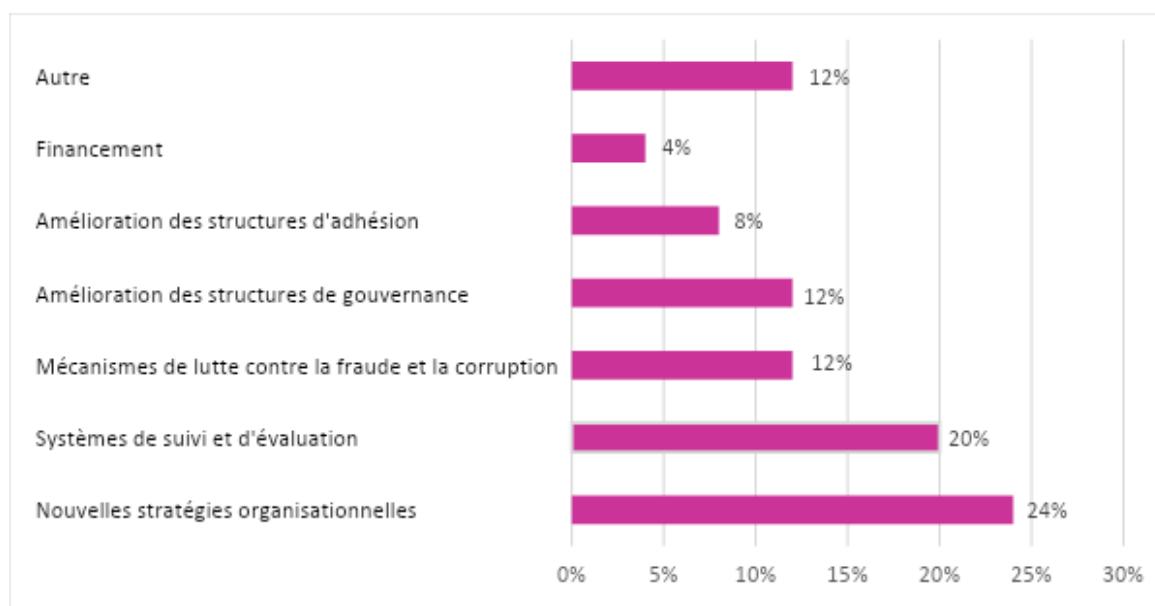
Toutes les sources de données montrent que CMI! a augmenté la diversité des groupes bénéficiant de ressources. CMI! a pu atteindre un large éventail de femmes et de filles structurellement exclues, telles que les groupes LBTQI+, les travailleuses du sexe, les jeunes féministes, les travailleuses migrantes, les défenseuses des droits fonciers, les communautés indigènes, les militantes des droits des personnes handicapées, parmi d'autres. D'autres points saillants de cette stratégie sont les suivants :

- ★ Vingt-huit pour cent (28%) des répondants de toutes les régions ont indiqué que le financement des membres de CMI! avait contribué à renforcer la confiance des donateurs et qu'ils avaient reçu des fonds de nouveaux donateurs (y compris, par exemple, le Fonds mondial pour les femmes et l'UHA!).
- ★ Dans la région de l'Amérique latine, les organisations de femmes ont indiqué que les financements flexibles ont permis de renforcer l'organisation aux niveaux local, national et régional. Dans toutes les régions, les FDDH et les WRO ont indiqué qu'elles avaient pu délibérément mettre en place des plans de sécurité, des outils et des processus de pointe qui, en fin de compte, soutiennent le bien-être, la sécurité et la résilience des FDDH, de sorte que les problèmes d'insécurité et l'absence de stratégies de bien-être n'ont pas bloqué les activités de renforcement du mouvement.
- ★ En Égypte, les groupes ont indiqué qu'alors que les donateurs avaient l'habitude de travailler avec certaines entités organisationnelles, certains donateurs ont commencé à élargir leurs partenariats et à diversifier les groupes qu'ils soutiennent. Ce résultat peut être mis en relation avec le travail de CMI! visant à accroître la confiance des donateurs dans les WRO dirigées par des femmes et des filles structurellement exclues.

Les données confirment que le financement direct des femmes et des filles structurellement exclues les a aidées et soutenues à des moments critiques. L'approche de CMI! consistant à financer délibérément des groupes qui ne recevraient pas nécessairement de financement ailleurs, a contribué à rendre visible et à amplifier leur influence et leurs capacités d'organisation, augmentant à son tour leur capacité à collecter des fonds auprès d'autres sources. Bien que les répondants aient affirmé l'impact positif et nécessaire de la stratégie de CMI! en matière d'argent, ils ont également reconnu que l'accès à des ressources durables en dehors du soutien de CMI! restait un défi. CMI! a pris en compte ce défi dans sa TdC et l'aborde par le biais de son travail collectif de L&A auprès des donateurs, qui sera discuté dans le cadre de la stratégie en matière d'apporter du changement.

En ce qui concerne la **stratégie en matière de mouvements de CMI!**, l'examen à mi-parcours a révélé que le soutien de CMI! en matière de ressources a joué un rôle important dans le renforcement des dispositions institutionnelles des WRO (qu'elles soient informelles ou formelles) et a amélioré leurs capacités à faire face collectivement à l'injustice (voir l'illustration). Il est significatif que la plupart des renforcements institutionnels se soient concentrés sur de nouvelles stratégies organisationnelles (24%) et sur des systèmes de suivi et d'évaluation (20%). Les mécanismes de lutte contre la fraude et la corruption et l'amélioration des systèmes de gouvernance représentaient respectivement 12 %. Seuls 4 % des partenaires subventionnés ont concentré leurs efforts de renforcement institutionnel sur les stratégies de financement.

Illustration : Capacités institutionnelles développées parmi les partenaires de CMI! (d'après les données de l'enquête)



Les stratégies de CMI! en matière d'argent et de mouvements ont permis de renforcer les capacités, de répondre aux besoins relatifs au bien-être, à la sécurité et à la résilience, et ont permis aux WRO de développer et de faire progresser leurs stratégies en matière de L&A. Les activités spécifiques menées par les partenaires au cours de cette période comprennent, par exemple, le leadership, le renforcement des capacités et les interventions de formation (par exemple, des cours pour les facilitateurs politiques, des écoles de construction de mouvements féministes), des réunions de membres et la création d'espaces sûrs pour les membres, l'élaboration d'outils de communication (par exemple, des vidéos, des kits d'outils, des spots radio, des éléments de médias sociaux), et des accompagnements politiques pour le plaidoyer dans différents espaces, y compris des réunions locales, régionales et mondiales.

Les capacités institutionnelles accrues des partenaires ont également contribué à leur agilité à répondre au réseau complexe d'oppressions et de répressions dans leurs contextes. De la ligne de base à la ligne médiane, les données réaffirment que le besoin permanent de répondre et de s'organiser face aux crises et aux urgences a entraîné des cycles d'insécurité, de fatigue et d'épuisement chez les militantes. Au niveau individuel, l'attente de résilience des FDDH exerce une pression sur les militantes pour rebondir, s'adapter et continuer à « faire comme si de rien n'était ». Outre les interventions en matière de bien-être, de sécurité et de résilience au niveau individuel, le soutien de CMI! aux WRO pour qu'elles accordent la priorité à la sécurité holistique et au bien-être au niveau collectif a eu un impact positif sur ces groupes. Les produits et outils de connaissance de CMI! tels que la *République féministe et le cadre de justice curative* (UAF-Afrique) ont joué un rôle important dans le soutien et le renforcement des capacités des WRO et des FDDH dans leur travail de développement de mouvements et d'alliances.

Les ressources de CMI! ont permis de créer et de renforcer différents types d'alliances aux niveaux national et local. Au cours de l'examen à mi-parcours, de nombreux exemples d'alliances nouvelles ou renforcées sont apparus. Les partenaires de CMI! ont également expliqué comment les changements de contexte ont servi de catalyseur à la création d'alliances entre mouvements. Le moteur sous-jacent de ces alliances était l'urgence de s'unir autour d'agendas communs, en particulier dans des contextes où les mouvements anti-droits se développent et où l'espace civique se rétrécit.

Si les résultats de l'évaluation indiquent que les organisations de femmes sont bien coordonnées aux niveaux national et international, il est possible de renforcer la coordination et l'organisation au niveau régional. Bien

que certaines alliances régionales soient en cours de constitution, par exemple l'organisation par les partenaires de la CMI! de réunions régionales dans certaines régions (comme l'Amérique latine), l'impact de ces alliances était relativement récent au moment de l'examen à mi-parcours. Il existe donc des possibilités de renforcer la coordination et la mobilisation autour d'agendas communs au niveau régional, en particulier autour de questions transversales, dont la VBG et la justice économique.

La pertinence de la **stratégie en matière d'apporter du changement** se reflète dans les résultats obtenus, décrits plus en détail dans la section suivante (Efficacité). Les évolutions et les transformations apportées par les partenaires de CMI! valident la TdC à bien des égards. Tout d'abord, la relation de cause à effet entre le financement et le renforcement des capacités, et la force des mouvements ou des organisations a été affirmée dans toutes les sources de données primaires et secondaires. Les WRO disposant de ressources (financières et non financières) sont alors en mesure de jouer un rôle essentiel en défendant l'espace et en influençant les acteurs politiques et sociétaux, ainsi que les donateurs, pour faire avancer leurs programmes de changement.

Efficacité

Cette section examine dans quelle mesure CMI! est sur la bonne voie pour atteindre les résultats du programme liés aux indicateurs du MAE afin d'éclairer la planification pour 2024-2025 et, le cas échéant, d'apporter des ajustements aux objectifs. Principales conclusions :

1. L'évaluation affirme que CMI! est efficace et que le travail collectif de CMI! est sur la bonne voie pour remplir sa mission de renforcement des mouvements féministes autonomes. Les résultats indiquent que des changements significatifs ont été apportés à tous les niveaux. CMI! a atteint et dépassé les objectifs du programme. L'un des facteurs clés de cette réussite est la coordination et la collaboration uniques entre les membres de CMI! qui leur permettent d'exercer leur influence en tant que collectif. La capacité du consortium à agir en tant que force consolidée et à tirer parti de l'expertise thématique diversifiée de ses membres, ainsi que de leurs vastes réseaux féministes et fondés sur les droits dans le monde entier, ne peut être sous-estimée.

INDICATEUR CMI!	VALEUR DE BASE	CIBLE À MI-PARCOURS	CE QUI A ÉTÉ ATTEINT À MI-PARCOURS
Nombre de FDDH ayant reçu le soutien des membres du CMI, avec des capacités accrues en matière de L&A et/ou des approches holistiques de la sécurité nouvelles ou renforcées	0	752	5184
Nombre de WRO qui reçoivent le soutien des membres de CMI avec des capacités accrues en matière de L&A, des alliances renforcées et/ou nouvelles, et/ou des approches holistiques de la sécurité nouvelles ou renforcées.	0	578	1533
Nombre de fois où les FDDH et les WRO (y compris les membres de CMI!) créent et défendent des espaces pour les revendications féministes à différentes échelles (locale, nationale, régionale ou mondiale).	0	88	187

Nombre de lois, politiques et stratégies bloquées, adoptées et améliorées	0	101	1736
---	---	-----	------

2. L'évaluation montre que CMI! a effectivement renforcé les mouvements dirigés par les femmes et les filles structurellement exclues en augmentant le financement direct, en fournissant des ressources par le biais d'un soutien à la création de mouvements et en plaidant pour un financement plus important et de meilleure qualité pour ces mouvements. CMI! s'est également avéré efficace pour faire avancer ses priorités grâce à un travail thématique axé sur la justice économique et la VBG. Afin de compléter et d'améliorer les accomplissements des partenaires, CMI! a mobilisé son influence collective pour amplifier les voix et les points de vue des mouvements féministes dans les espaces stratégiques de politique et de plaidoyer. Cet engagement s'étend aux donateurs, aux gouvernements et à d'autres acteurs politiques, ce qui permet à CMI! d'influencer leurs politiques et leurs pratiques. Le modèle de consortium favorise un dialogue et un échange efficaces entre les mouvements et les communautés structurellement exclues, renforçant ainsi la consolidation des mouvements et la création d'alliances.

Le renforcement des capacités pour défendre ou créer un espace pour les revendications féministes

Dans toutes les régions, les partenaires ont indiqué qu'ils menaient des activités pour **répondre au rétrécissement de l'espace civique et démocratique**. Cette situation s'inscrit dans le contexte d'une criminalisation accrue des défenseurs des droits humains, notamment des populations autochtones, des communautés LBTQI+ et des travailleurs du sexe. Les tendances anti-droits (projets de loi, discours, tactiques, etc.) et l'autoritarisme dans différents pays ont entraîné un retour de bâton et un ciblage des défenseurs des droits de l'homme, comme nous l'avons mentionné plus haut. Face à ces menaces qui pèsent sur l'organisation féministe, les membres de CMI! défendent et créent un espace civique, par exemple :

- ★ Au Liban, les partenaires de CMI! ont organisé un forum féministe en 2022 à Beyrouth et ont invité des créateurs de contenu féministe de toute la région. Cela a permis de construire un réseau féministe qui peut s'opposer aux récits dominants liés au rétrécissement de l'espace civique et à la sécurité des défenseurs des droits humains, en particulier pour les communautés marginalisées de réfugiés, de migrants et de militants transgenres. Les partenariats et la mise en réseau font partie d'une stratégie cruciale pour atteindre les objectifs de ces partenaires locaux.
- ★ En Amérique latine, les WRO travaillent à renforcer les espaces et les organisations de femmes en leur fournissant des outils pour faire face aux multiples formes de violence auxquelles elles sont confrontées, non seulement contre un modèle extractiviste, mais aussi contre le rétrécissement de l'espace civique. CMI! a soutenu ces espaces organisationnels afin de créer des opportunités pour les WRO et les FDDH de se réunir, de s'exprimer en tant que défenseuses des droits humains, de créer des agendas communs et d'organiser le L&A afin d'influencer les communautés et les gouvernements locaux.

Au niveau mondial, CMI! et ses membres ont joué un rôle clé en faisant progresser l'analyse du contexte et les connaissances féministes, en surveillant et **en contrant les récits et les forces de lutte contre les droits** et en défendant les intérêts des mouvements féministes collectifs. Ces stratégies et méthodes de travail se sont appuyées sur les travaux de l'AWID visant à créer et à renforcer les alliances des mouvements aux niveaux national/régional/mondial pour contrer les récits et les forces de lutte contre les droits dans les espaces stratégiques, que ce soit par le biais de la recherche et de l'acquisition de connaissances, de l'élaboration de stratégies inter-mouvements ou du L&A. La contribution de CMI! au travail d'opposition consiste à recadrer les récits et à délégitimer les valeurs oppressives et les systèmes de croyance dans un contexte où les acteurs anti-droits, soutenus par des financements obscurs, exercent une influence dans les espaces internationaux ainsi que dans la politique intérieure.

Le renforcement des capacités pour influencer les acteurs politiques et sociétaux, ainsi que les donateurs

Les données contiennent de nombreux exemples d'efforts de plaidoyer menés par les membres et les partenaires de CMI! aux niveaux local et national sur de multiples aspects de la VBG et de la justice économique, y compris les droits, les politiques et les pratiques liés à l'autonomie corporelle, au genre, à la sexualité, au foncier, au travail, à la fiscalité, etc. Bien qu'il soit important de noter que certains de ces efforts des FDDH et WRO ont été initiés avant CMI!, le soutien, l'accompagnement et l'effet de levier des initiatives de développement de mouvements croisés ont conduit, avec l'avènement du soutien de CMI!, à des exemples de **soutien gouvernemental et politique accru** pour les droits et les demandes des femmes et des filles structurellement exclues. En voici quelques exemples :

- ★ En Afrique : Le mouvement des travailleurs du sexe en Ouganda a dialogué avec les membres du parlement sur la modification des clauses problématiques du projet de loi sur les délits sexuels, ce qui a permis d'apporter des modifications. Au Kenya, les organisations de travailleurs du sexe ont obtenu la création de tribunaux autonomes pour les affaires de violence sexuelle et sexiste afin de réduire l'arriéré des affaires dans les tribunaux ordinaires. Au Zimbabwe, un projet de loi accordant un congé de maternité aux enseignantes a été adopté grâce à un plaidoyer coordonné et intersectoriel.
- ★ En Asie : Modifications de la loi sur les crimes de violence sexuelle en 2022 (Indonésie), politiques relatives à la protection des ressources naturelles et de l'environnement, et politiques relatives aux réservations pour les personnes transgenres (Inde). Au Bangladesh, les WRO ont indiqué que les campagnes constantes des mouvements féministes ont débouché sur des politiques et des pratiques positives, par exemple la création d'un centre de crise à guichet unique pour les victimes de la VBG.

Au niveau national, le travail de CMI! a renforcé les partenariats entre la société civile et le gouvernement grâce à son soutien aux initiatives de lobbying et de plaidoyer parmi les WRO partenaires. Au niveau régional, cela se traduit par des résultats tels que des échanges d'expériences et des relations fructueuses entre les WRO et les représentants du pouvoir judiciaire et du gouvernement, ainsi que par des campagnes et des initiatives de renforcement des capacités qui aboutissent à une meilleure représentation des femmes au sein du gouvernement (par exemple, au Zimbabwe et au Népal). Cette démarche repose sur le principe selon lequel l'établissement de relations est la première étape d'une influence réussie.

Dans toutes les régions où CMI! travaille, les données confirment une **sensibilisation accrue** des différents acteurs (politiques, sociétaux et donateurs) aux problèmes et aux priorités des femmes et des filles structurellement exclues. Cependant, en particulier pour les acteurs politiques, les données ne confirment pas forcément une relation de cause à effet avec ces mêmes acteurs disposés à prendre des mesures actives pour promouvoir les droits des femmes et des filles. Les données analysées présentent en effet quelques exemples d'acteurs politiques désireux d'agir. Toutefois, les personnes interrogées au cours de l'évaluation ont exprimé leur frustration quant au fait qu'il n'y avait pas forcément de relation linéaire entre le travail de sensibilisation et de renforcement des compétences, et qu'il fallait du temps pour que de tels résultats se concrétisent. Lorsqu'il y a eu des résultats positifs, il était clair que les partenaires s'étaient appuyés sur les interventions lancées dans le cadre de CMI! 1.0, ce qui a contribué au changement des normes sociales. Le travail de plaidoyer des partenaires a été soutenu par les efforts des membres de CMI! Les domaines de soutien au plaidoyer comprennent les formations à l'introduction dans les espaces politiques, la communication stratégique, le développement personnel et la formation à l'autosoin, la mise en place de mécanismes d'aide juridique pour traiter les cas de VBG au Kenya, et un audit juridique des lois qui affectent les personnes transgenres en Ouganda.

Au niveau mondial, CMI! en tant que collectif a amené les acteurs des mouvements féministes à dialoguer avec les gouvernements et la philanthropie pour sensibiliser au rôle critique des mouvements féministes et à l'importance d'accroître le soutien politique et financier qui leur est apporté. Par exemple, CMI! a aidé les militants des droits des travailleurs du sexe à participer à la Commission des Nations unies sur le statut des femmes (CSW) à New York en 2021 et 2022 et à faire connaître leurs programmes de plaidoyer, notamment

en s'adressant aux gouvernements, aux agences des Nations unies et aux donateurs lors d'événements coorganisés avec le gouvernement néerlandais et d'autres organisations gouvernementales et de la société civile. CMI! a également développé et diffusé des produits et des outils de connaissance pour soutenir le travail de L&A et de création d'alliances des acteurs du mouvement, tels que *Rights at Risk* de l'AWID - un rapport de tendances sur les forces anti-droits et les efforts de plaidoyer féministes. Le rapport a été utilisé pour informer les représentants des gouvernements et des agences de l'ONU, ainsi que les titulaires de mandats de l'ONU en matière de droits humains, entre autres. En outre, le travail collectif de L&A de CMI! a permis d'influencer le MAE et d'autres gouvernements progressistes, en particulier dans les pays du Nord, pour qu'ils deviennent de véritables défenseurs des droits des femmes, non seulement dans le contexte de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SRHR), mais aussi dans l'ensemble des droits sociaux, économiques, culturels et politiques, qui ont tous une dimension de genre.

Les stratégies nécessaires pour influencer les acteurs politiques, les acteurs sociétaux et les donateurs à promouvoir activement les droits des femmes et des filles requièrent des approches complexes, multisectorielles et inter-mouvements. Dans toutes les régions, ces acteurs sont mieux sensibilisés et plus aptes à promouvoir les droits des femmes et des filles, grâce au travail accompli par les WRO. Toutefois, comme l'ont noté les partenaires, peu de ces acteurs agissent encore de manière engagée.

Des mouvements forts et autonomes

Les ressources de CMI! ont permis de renforcer les capacités institutionnelles des partenaires et d'accroître la sécurité, le bien-être et la résilience (tant des WRO que des FDDH), ce que les mouvements féministes définissent comme étant nécessaire pour des mouvements « forts et autonomes » (c.-à-d. des mouvements dirigés par leurs membres, articulés et dotés des ressources nécessaires). Les participantes à l'évaluation ont noté que l'augmentation de la **constitution d'alliances inter-mouvements** en tant que stratégie pour contrer les réactions négatives et faire face aux crises, ainsi que l'existence d'espaces d'apprentissage et d'auto-prise en charge, sont des caractéristiques des mouvements forts. Grâce au financement de base, à long terme, flexible et de réponse rapide, les partenaires ont été en mesure d'initier et de participer à un plus grand nombre d'alliances inter-mouvements qui ont permis une cohérence et une cohésion dans la coordination de leur plaidoyer et l'articulation de leurs agendas politiques parmi une variété de groupes cibles. Par exemple :

- ★ Au Népal, la création d'un réseau de femmes travaillant dans le secteur du divertissement couvre de plus en plus de districts et offre aux femmes un espace pour s'organiser et mener leurs propres négociations et des négociations collectives avec les employeurs. Elles mènent également des actions de plaidoyer auprès des fonctionnaires locaux. Le renforcement de la coordination et de l'autonomie indique que le mouvement est plus fort. Le réseau est autogéré au sein du mouvement des travailleurs du sexe et renforce le lien entre le mouvement des travailleurs du sexe et les droits du travail.
- ★ Au Burkina Faso, une campagne intitulée « ma vie, mon corps », lancée en réaction à un cas de viol, a été largement médiatisée dans toute la région. L'importance de cette campagne réside dans le fait qu'elle a élargi le discours sur l'autonomie corporelle pour inviter à une réflexion critique sur les attitudes sociétales problématiques concernant le genre et la sexualité, qui servent à normaliser et à perpétuer les agressions sexuelles. Ainsi, au lieu de limiter le débat au viol, qui, malgré les efforts déployés, continue d'être omniprésent dans la société, la discussion s'est orientée vers des considérations relatives à la culture du viol. Elle a changé la façon dont le public perçoit le corps des femmes et le viol. Cette campagne a été menée grâce à un réseau d'organisations qui se sont connectées pour faire avancer un programme commun et illustre le changement des normes sociales.

Les réactions violentes (et le rétrécissement de l'espace) ont également nécessité la **mise en place d'alliances sur plusieurs thèmes et entre plusieurs mouvements** afin de remettre en question le contexte politique. Par exemple, en Indonésie, la série de lois répressives, notamment celles relatives à la corruption, aux ressources naturelles et à la criminalisation des militants LGBTQI+, a rassemblé et consolidé divers

mouvements, qui se sont manifestés par des protestations dans le pays. Cependant, les réponses aux manifestations ont pris la forme de mesures répressives, y compris la détention et la violence policière, ce qui a conduit les militants à repenser leurs tactiques. Par conséquent, les réponses localisées offrent des possibilités de sensibilisation à des campagnes d'intérêt commun qui s'articulent ensuite à l'échelle nationale, voire internationale, pour résister à l'autoritarisme.

Un contexte politique instable signifie que ce qui, à un moment donné, peut être une opportunité, peut constituer un risque ou une menace à un autre moment. Dans leurs réflexions sur le caractère des mouvements autonomes, les partenaires ont identifié les **espaces sûrs** comme une caractéristique essentielle. Les espaces sûrs pour l'apprentissage, l'élaboration de stratégies et l'auto-prise en charge ont été identifiés comme étant essentiels au renforcement du mouvement. Les répondants ont indiqué que ces espaces renforçaient leur leadership, en les aidant à travailler sur leurs programmes, en construisant une prise en charge collective et en planifiant ensemble pour faire avancer leurs programmes.

La contribution de CMI! à des mouvements forts et autonomes est également évidente dans la manière dont les WRO ont pu faire avancer leurs programmes de changement du **local vers le mondial** et du **mondial vers le local**. Par exemple, en 2021, CMI! a travaillé avec d'autres organisations internationales féministes et de défense des droits de la femme pour condamner l'exclusion des femmes afghanes des principaux mécanismes de gestion de la crise humanitaire en Afghanistan. Cette action collective a permis d'améliorer la coordination entre les féministes qui militent dans différents pays et d'instaurer un dialogue permanent entre les femmes afghanes et les ONG internationales féministes et de défense des droits de la femme. Les données montrent comment les partenaires ont renforcé leur voix (alliances), résisté aux forces oppressives du pouvoir et pris des mesures pour progresser dans la revendication de leurs droits dans des contextes d'organisation précaires.

Une influence collective mise à profit

Les membres de CMI! ont une présence mondiale forte et visible, des relations influentes et de confiance avec les donateurs, les institutions intergouvernementales et d'autres acteurs clés, ainsi qu'une réputation d'expertise fondée sur les réalités vécues par les femmes et les filles structurellement exclues. Depuis le début du programme, CMI! a tiré parti de ce positionnement pour mener un plaidoyer efficace au niveau mondial et influencer les donateurs, ce qui a constitué un pilier central de l'activité dans le cadre de la stratégie en matière d'apporter du changement. L'évaluation suggère qu'après son activité en matière de recherche de subventions, **l'impact de CMI! à travers son travail d'influence sur les donateurs** est l'une des plus grandes contributions de CMI! à l'échelle mondiale au renforcement et à la pérennité des mouvements féministes. Les gains de CMI! en matière de plaidoyer à l'échelle mondiale sont les suivants :

- ★ L'Alliance pour les mouvements féministes, une initiative multipartite qui répond au besoin critique d'accroître et de renforcer les engagements politiques en faveur de l'activisme féministe et de son financement. Grâce à l'effort collectif et coordonné de CMI!, les groupes prioritaires de CMI! ont été activement impliqués dans l'idéation, la conception et la formation de l'Alliance et ont contribué à l'élaboration de l'agenda de l'Alliance.
- ★ Le MAE néerlandais s'est engagé à mettre en place une politique étrangère féministe (FFP) en 2022. CMI! a plaidé pour l'intégration des objectifs de CMI! dans les cadres politiques et prévoit de continuer à jouer un rôle clé pour s'assurer que la FFP (et d'autres instruments politiques) soit à la hauteur de ses objectifs ambitieux et prenne en compte les réalités des femmes et des filles structurellement exclues dans le monde entier et en particulier dans les pays du Sud.
- ★ L'initiative Spotlight UE-ONU, un partenariat pluriannuel visant à éliminer la violence à l'encontre des femmes et des filles, qui a canalisé 73% de son financement alloué à la société civile vers des organisations de défense des droits des femmes. CMI! a contribué à ces résultats grâce à ses activités de plaidoyer au cours du développement de l'initiative, et continue à s'engager dans son Groupe de référence mondial.

L'influence de CMI! dans son travail de plaidoyer au niveau mondial découle d'une position d'expertise et d'un lien étroit avec les mouvements féministes aux niveaux national et infranational. Cette dernière est légitimée par l'existence de relations réelles, fondées sur la confiance, authentiques et à long terme entre les membres de CMI! et leurs partenaires. L'évaluation a montré que CMI! a été en mesure de soutenir les mouvements féministes grâce à son orientation stratégique engagée vers la mise en réseau, le partenariat et l'établissement de relations entre de multiples parties prenantes. En introduisant dans les espaces de plaidoyer mondiaux les idées, les stratégies, les préoccupations et les défis des femmes et des filles structurellement exclues, CMI! a facilité l'adhésion des donateurs, y compris des donateurs bilatéraux. Cela a permis de soutenir l'agenda global du travail de CMI!

Durabilité

En réfléchissant à la durabilité, les évaluateurs ont examiné la question sous l'angle de la poursuite des avantages ou des résultats du travail entrepris par CMI! et ses partenaires. L'examen à mi-parcours a permis de constater les points suivants :

- ★ Dans les contextes de crise, les partenaires de CMI! ont identifié la vitalité et la santé de leurs organisations et de leurs mouvements comme un pilier essentiel de la durabilité, et que CMI! s'en préoccupe.

Les partenaires subventionnés ont souligné l'importance du financement pour la durabilité à long terme. Malgré l'importance du financement, la durabilité du travail de leurs mouvements dépendait de ce qui suit :

- o l'obtention d'un changement et d'une transformation sociale systémique,
- o le maintien du pouvoir qu'ils détiennent actuellement, c'est-à-dire qu'ils doivent tenir le coup, et
- o leur capacité à poursuivre leur action en dépit de la répression ou des réactions violentes.

Les partenaires ont noté que tous ces éléments sont présents dans leur collaboration avec CMI! Ces réflexions sont déjà prises en compte dans l'apprentissage et les perspectives de CMI!

- ★ L'approche inclusive de CMI! contribue à la durabilité.

La priorité accordée par CMI! aux femmes et aux filles structurellement exclues (et à leurs mouvements/organisations) répond au principe de "ne laisser personne de côté" : CMI! renforce les capacités et la confiance des partenaires subventionnés afin qu'ils puissent s'engager et travailler avec d'autres donateurs à l'avenir. En finançant directement ces groupes, CMI! s'assure qu'une voie est créée pour que les groupes marginalisés puissent connaître les bénéfices positifs continus ainsi que les compromis allant au-delà de leur relation avec CMI!

- ★ Il existe des preuves que CMI! a construit un environnement favorable à l'inclusion et à la justice pour les femmes et les filles structurellement exclues.

Pour ce faire, CMI! soutient les efforts de ses partenaires en matière de L&A et tire parti de sa position pour influencer les espaces des donateurs et contrer les récits anti-droits susceptibles d'avoir un impact sur le leadership et les programmes d'organisation des femmes et des filles structurellement exclues. De cette manière, CMI! a travaillé au renforcement des capacités et de l'engagement des donateurs, des acteurs politiques et sociétaux pour créer et maintenir un environnement favorable aux droits des femmes et des filles structurellement exclues.

Recommandations

Compte tenu des principales conclusions relatives à la pertinence et à l'efficacité de CMI!, les évaluateurs ont formulé plusieurs recommandations :

- ★ Le consortium devrait créer davantage d'opportunités pour les membres, les partenaires et les groupes d'intérêt de CMI! de s'engager sur le sujet de la crise, de partager la manière dont elle affecte leur travail et influence leurs stratégies, et de générer des connaissances collectives, des apprentissages et éventuellement des agendas sur les réponses féministes efficaces face aux crises. Le consortium devrait continuer à travailler avec ses partenaires pour développer leurs réponses aux crises (y compris celles de CMI!) et approfondir l'apprentissage sur la manière dont les crises évoluent et sur les tactiques et les processus féministes qui en résultent et que CMI! et ses partenaires utilisent pour répondre à ces menaces permanentes.
- ★ CMI! devrait poursuivre son approche actuelle pour comprendre et documenter les changements de contexte, en particulier en temps de crise. CMI! devrait utiliser cette compréhension, cette documentation, ces connaissances et cet apprentissage pour plaider auprès du MAE en faveur d'une MEL féministe qui tienne compte des multiples façons dont les mouvements font progresser leurs programmes de changement.
- ★ Le consortium devrait poursuivre son rôle de leader d'opinion et partager les meilleures pratiques en matière de sûreté et de sécurité des FDDH et WRO, pour lesquelles CMI! et ses membres sont reconnus et respectés auprès de la société civile, des décideurs politiques et des bailleurs de fonds.
- ★ CMI! devrait approfondir la construction de mouvements et d'alliances au niveau régional et interrégional. Dans ce cadre, les différents mouvements ont la possibilité d'apprendre, de partager et d'échanger sur la manière dont ils travaillent pour renforcer leurs mouvements et créer des changements.
- ★ Compte tenu des succès du travail d'influence des donateurs de CMI!, le consortium devrait continuer à tirer parti de son positionnement pour interpeller et influencer les donateurs afin qu'ils améliorent leurs pratiques sur la base des preuves documentées par CMI! Il est important que CMI! continue d'envisager des stratégies pour atténuer les risques liés à la déconnexion entre les agendas des donateurs et les agendas des femmes et des filles structurellement exclues, afin de s'assurer qu'ils restent alignés.

